

MANIF À AUBUSSON, SAMEDI ■ Les Creusois ont manifesté leur attachement à la médecine de proximité

Derrière l'hôpital, l'angoisse du désert

L'hôpital d'Aubusson (1977-2016) a eu droit a des funérailles anticipées samedi... Une action coup-de-poing en forme de cercueil pour élus et manifestants inquiets de l'avenir du sud et des services publics.

Samuel Guillon
guillon@centrefrance.com

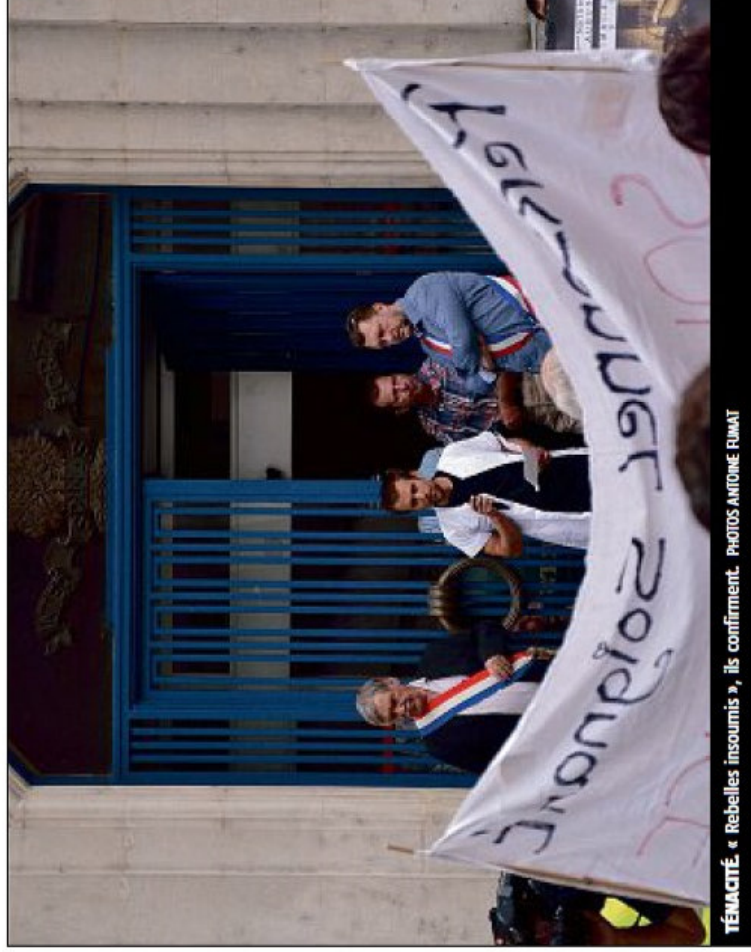
Avant de rejoindre la sous-préfecture, le cortège funèbre s'égrène. Au compte-gouttes, on vient, la mine contrite, déposer, faute de chrysanthèmes, une branche de genêts devant une stèle, simple, fragile. Et on médite devant cette épitaphe : « Ici demeure l'hôpital d'Aubusson, mort dans d'atroces souffrances après l'amputation d'un grand nombre de ses membres. »

Plus que la propension des Creusois à jouer d'humour pour se faire entendre, la scène, surréaliste, qui se déroulait samedi lors de la manifestation contre la fermeture de la chirurgie ambulatoire de l'hôpital d'Aubusson – ou, diraient d'autres, pour la défense de la chirurgie ambulatoire de l'hôpital d'Aubusson –, traduit la douleur que représente cette amputation.

« Je ne suis pas sûr qu'ils ont pris conscience de l'âge des gens »

Les élus de toute la Creuse étaient à cette occasion bien mobilisés, rêvant comme leurs administrés d'une victoire "radiothérapie bis", tout comme les habitués de la lutte qui, pris par d'autres fronts, n'en oublient pas celui du service public. Quant à ceux qui n'arboraient ni écharpe ni autocollant, ils n'en étaient pas moins virulents. Le moralisateur (lire notre édition du 15 mai), ils n'y croient pas, l'égalité des territoires non plus.

« Je ne sais pas si c'est nécessaire ou pas mais voilà, qu'est-ce qu'on met à la place ? C'est ça qui m'importe », lance Yvette. « Rien », lui répond Jacky, qui s'emporte « Depuis 1987, la fermeture de Philips, c'est fini, Aubusson est en train de tout perdre ! Aubusson est sinistré. Il n'y a pas d'emploi, les jeunes,



TÉMACTÉ « Rebelles insoumis », ils confirment. PHOTOS ANTOINE FUMAT

qu'est-ce qu'ils vont faire ? », s'interroge-t-il le regard tourné vers l'avenir tandis qu'Andrée, le nez sur la situation présente s'insurge : « C'est une honte, faut penser aux gens âgés. »

« Je ne suis pas sûr qu'ils ont pris conscience de l'âge des gens », complète Yvette. Christian, lui, n'est pas si vieux que ça, pourtant les allers-retours Ussel-Aubusson pour des problèmes de santé, il peut en témoigner...

Jacky, qui se souvient de la fermeture de Philips, est fier de voir ses concitoyens aussi mobilisés pour défendre le maintien des acquis. « Les gens sont en colère... On n'a pas intérêt à venir nous emmerder aujourd'hui », prévient Jacques, pas tant agressif que motivé.

Voilà donc, les préoccupations des citoyens. L'inquiétude de devoir aller toujours plus loin pour accéder aux soins, comme c'est le cas pour les spécialistes,

qui semblent fuir le département comme la peste. La peur de la surenchère : d'abord le service de chirurgie ambulatoire, ensuite le service public de santé et enfin le service public tout court, déjà lui-même bien amputé. Et par extension se pose la question de la vie même sur les territoires ruraux.

C'est le sentiment de Guillon qui voit, depuis plusieurs dizaines d'années, une volonté d'en haut de désertifier les cam-

pagnes. « Quand j'étais au LP, c'était déjà les suppressions de sections et c'était il y a 15 ans. Tous les ans, on enlève des choses ! »

Quant à Rémy, il se mobilise pour l'avenir des enfants. « Nos enfants veulent bien rester ici mais vont sans doute devoir partir ailleurs. Ça va donner quoi, dans vingt ans ? Aujourd'hui, pouvoir se soigner à 5 km, c'est pas un luxe ! », souligne-t-il. « On existe ! Ça commence à bien faire. On veut nous réduire à l'état de ploucs dans notre coin », clame Sylvie de la Creuse à l'époque de la réunion Limousin sans Poitou-Charentes ni Aquitaine. « On ne veut pas être considéré comme des sous-citoyens. » « Ou des chiens », s'indigne Roland

« On n'est jamais insoumis, on n'est jamais rebelle, quand on appartient à la République... »

Mais qu'ils se rassurent, les Creusois, aux yeux de Michel Laforcade, directeur régional de l'Agence régionale de santé (ARS) ne sont pas des ploucs, mais, selon les termes qu'il aurait lâchés lors de la visite du maire Michel Moine à Bordeaux vendredi 13 mai « des rebelles insoumis. » Un statut que syndicalistes, usagers, et parfois élus, endossent avec fierté...

« Le directeur de l'ARS nous a écoutés, nous voulons maintenant qu'il nous entende », déclare Michel Moine qui entend, lui, défendre « d'autres solutions, un autre regard que celui de l'œil du comptable. »

Quant à Michel Vergnier, président de l'AMAC, il précise face à la foule, qu'« on n'est jamais insoumis, on n'est jamais rebelle, quand on appartient à la République... » avant de préciser, peut-être en réaction à un clapotis de sourcils levés et de sourires en coin que, là, « il ne s'agit pas de se battre contre quelque chose mais pour quelque chose ». Sûr que les opposants à la loi El Khomri auront apprécié... ■

► Rendez-vous. Une soirée projection-débat aura lieu salle de la Bourse, prochaine nuit



CORTÈGE. Une mobilisation importante qui témoigne d'un attachement profond au service public de santé.